

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Échevin-e*s ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, *Conseillers
communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Philippe Adriaenssens, *Échevin-e* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.04.25

**#Objet : Règlement-redevance relatif à la politique communale de stationnement en espace public -
Modification #**

Séance publique

Taxes communales

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment ses articles 117 et suivants ;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2016 ;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 2022 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

Vu le code de la route ;

Vu l'avis de l'Agence régionale du stationnement du 25 juin 2018;

Vu l'article 41 du règlement-redevance relatif à la politique de stationnement sur la voie publique approuvé par le Conseil Communal en date du 30 mars 2023 (002/30.03.2023/A/0013);

Vu l'avis de l'Agence de stationnement du 17 avril 2025, en annexe;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRÊTE :

Article 1 : Les articles 5, 12, 18, 19, 20, 21, 24, 30, 45, 51, 52, 53, 63 et 72 du règlement approuvé par le Conseil Communal du 30 mars 2023 sont modifiés comme suit :

Ancien Article 5 : En cas de défaut d'utilisation du disque de stationnement réglementaire ou de dépassement de la durée maximale autorisée ou de mauvaise utilisation du disque de stationnement réglementaire, la personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule est immatriculé est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de 35 euros par période de stationnement.

Nouvel Article 5 : En cas de défaut d'utilisation du disque de stationnement réglementaire ou de dépassement de la durée maximale autorisée ou de mauvaise utilisation du disque de stationnement réglementaire, la personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule est immatriculé est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de :

2022	2025
35 euros	37 euros

Ancien Article 12 : Le montant de la redevance forfaitaire sans l'apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone est de 25 35 euros par période de stationnement.

Nouvel Article 12 : Le montant de la redevance forfaitaire sans l'apposition de la carte de dérogation appropriée à cette zone est de 25 euros par période de stationnement.

Ancien Article 18 : La redevance forfaitaire est acquittée dans un délai de douze jours à dater de l'invitation à payer.

Nouvel Article 18 : Dans l'hypothèse où l'utilisateur a opté pour une redevance forfaitaire, elle dispose, pour s'acquitter de sa dette, d'un délai de douze jours à compter de l'apposition lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est apposée sur le pare-brise. Ce délai est porté à quinze jours à compter de la date d'envoi lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est envoyée au débiteur.

Ancien Article 19 : A défaut de paiement intégral dans ce délai, un premier rappel gratuit est envoyé.

Nouvel Article 19 : Toute réclamation éventuelle doit être introduite dans un délai de quinze jours à compter de la date de l'invitation conformément aux modalités définies dans l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire.

Ancien Article 20 : Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, la redevance est majorée de 15 euros.

Nouvel Article 20 : En cas de non-paiement de la redevance forfaitaire dans le délai de paiement indiqué dans l'invitation visé à l'article précédent, un premier rappel gratuit est envoyé.

Ancien Article 21 : En cas de non-paiement persistant, le recouvrement de la redevance sera poursuivi par la voie civile légale.

Nouvel Article 21 : En cas de non-paiement de la redevance dans le délai indiqué dans le premier rappel, un deuxième rappel est envoyé majorant la redevance de tous les frais d'envoi et d'une indemnité forfaitaire de 15,91 EUR.

Ancien Article 24 : Le Collège des Bourgmestre et Échevins est compétent pour connaître des réclamations de la part des citoyens.

Nouvel Article 24 : Lorsque les montants dus restent impayés après le deuxième rappel et lorsque le créancier procède au recouvrement amiable, l'officier public ou le prestataire de services chargé du recouvrement est autorisé à majorer la dette d'une indemnité forfaitaire additionnelle de 15,91 EUR destiné à couvrir toutes les dépenses liées au recouvrement y compris les frais de rappel. Ce montant reste dû en cas de recouvrement judiciaire.

Ancien Article 30 : Au cours d'une année civile, il est possible de modifier gratuitement à deux reprises maximum sa plaque d'immatriculation. À partir de la troisième modification incluse, chaque modification sera subordonnée au paiement de 15,00€.

Nouvel Article 30 : Au cours d'une année civile, il est possible de modifier gratuitement à deux reprises maximum sa plaque d'immatriculation. À partir de la troisième modification incluse, chaque modification sera subordonnée au paiement de 15,91€.

Ancien Article 45 : Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

- Première carte de dérogation du ménage : 15 euros par an;
- Deuxième carte de dérogation du ménage : 120 euros par an ;
- Pour les personnes ayant une résidence secondaire, une seule carte peut être délivrée pour : 500 euros

pour 12 mois.

- Pour les personnes disposant d'un véhicule immatriculé à l'étranger :
 - 1 an si le titulaire de l'immatriculation ne doit pas immatriculer son véhicule en Belgique
 - 3 mois si le titulaire de l'immatriculation doit immatriculer son véhicule en Belgique. La validité de la carte est prolongée de 9 mois en cas de changement effectif de l'immatriculation étrangère en immatriculation belge avec un cumul maximum de 12 mois.
 - En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage.
- Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée

Nouvel Article 45 : Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

	2022	2025
Première carte de dérogation	15 euros par an	15 euros par an
Deuxième carte de dérogation	120 euros par an	127 euros par an
Pour les personnes ayant une résidence secondaire	500 euros par an	530 euros par an

Pour les personnes disposant d'un véhicule immatriculé à l'étranger :

- 1 an si le titulaire de l'immatriculation ne doit pas immatriculer son véhicule en Belgique
- 3 mois si le titulaire de l'immatriculation doit immatriculer son véhicule en Belgique. La validité de la carte est prolongée de 9 mois en cas de changement effectif de l'immatriculation étrangère en immatriculation belge avec un cumul maximum de 12 mois.
- En cas de changement d'immatriculation étrangère en immatriculation belge : tarif en fonction du nombre de cartes dans le ménage.
- Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune pour le(s) secteur(s) pour lequel(s) la carte de dérogation est demandée

Ancien Article 51 : Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants est de 200 euros par an

Nouvel Article 51 : Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants est de

2022	2025
200 euros	215 euros

Ancien Article 52 : Le prix de la carte pour les établissements d'enseignement est 200 euros/an par secteur.

Nouvel Article 52 : Le prix de la carte pour les établissements d'enseignement est

2022	2025
200 euros	215 euros

Ancien Article 53 : Le prix pour les membres du personnel des zones de police : 200 euros/an par secteur.

Nouvel Article 53 : Le prix pour les membres du personnel des zones de police est de

2022	2025
200 euros	215 euros

Ancien Article 63 : Le prix de la carte de dérogation est de 2,5 euros par véhicule par période de 4 heures 30 minutes.

Nouvel Article 63 : Le prix de la carte de dérogation est de 3 euros par véhicule par période de 4 heures 30 minutes.

Ancien Article 72 : Le règlement adapté entrera en vigueur le 1er mai 2023.

Nouvel Article 72 : Le règlement adapté entrera en vigueur le 1er mai 2025.

Article 2 :

Les articles 23 et 23 du règlement approuvé par le Conseil Communal du 30 mars 2023 sont abrogés

Article 3 :

Les articles 24bis et 24ter sont créés :

Article 24bis. En cas de non-paiement persistant, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément aux dispositions figurant à l'article 16 de l'ordonnance du 6 juillet 2022 et, en particulier, ses

§§ 4 à 11.

Article 24ter : Conformément à l'article 13, § 2 l'Ordonnance du 6 juillet 2022, lorsqu'un emplacement stationnement est occupé par un véhicule immatriculé, la redevance est mise à charge exclusive de la personne physique ou morale au nom de laquelle ce véhicule est immatriculé." reste dû en cas de recouvrement judiciaire.

Article 4 :

Le règlement adapté entrera en vigueur le 1er mai 2025.

Article 5 :

Le Collège des Bourgmestre et Échevins délègue au service de la mobilité l'établissement des formulaires de demandes relatifs aux cartes de dérogation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 25 avril 2025

Le Secrétaire communal,

L'Échevin·e,
Par délégation,

Etienne Schoonbroodt

Martine Maelschalck

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elôïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid
Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira,
Gemeenteraadsleden ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Philippe Adriaenssens, *Schepen* ;
Marc Vandame, Vincianne Lerate, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.04.25

#Onderwerp : Reglement-Retributie houdende het gemeentelijk beleid inzake parkeren in de openbare ruimte - Wijziging #

Openbare zitting

Gemeentebelastingen

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 117 en volgende;

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie van het wegverkeer;

Gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de herdefiniëring van de taken en de beheersprocedures van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, en de latere wijzigingen ervan

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende het aanvullend reglement op het wegverkeer en de plaatsing en kostprijs van verkeerstekens, gewijzigd bij de ordonnantie van 20 juli 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 tot vaststelling van het reglementair gedeelte van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende de gereguleerde parkeerzones en de ontheffingskaarten, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 oktober 2022;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 tot vaststelling van de voorwaarden voor het gebruik van de parkeerplaatsen op de openbare weg voorbehouden aan de exploitanten van gedeelde motorvoertuigen, en de latere wijzigingen ervan;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2017 tot vaststelling van een reglement voor de erkenning van autodelen voor particulieren ;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor personen met een handicap;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op de Wegcode;

Gezien het advies van het Gewestelijk Parkeeragentschap van 25 juni 2018;

Gelet op artikel 41 van het tariefreglement met betrekking tot het parkeerbeleid op straat, goedgekeurd door de Gemeenteraad op 30 maart 2023 (002/30.03.2023/A/0013

Gelet op het advies van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap van 17 april 2025, als bijlage;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen:

BESLIST :

Artikel 1 : De artikelen 5, 12,18, 19, 20, 21,24, 30, 45, 51, 52, 53, 63 en 72 van het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad op 30 maart 2023 worden als volgt gewijzigd:

oud Artikel 5: In geval van niet-gebruik van de regulerende parkeerschijf, overschrijding van de maximaal toegestane duur of misbruik van de regulerende parkeerschijf wordt de fysieke persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een vergoeding van 35 euro per parkeerperiode.

Nieuw Artikel 5: In geval van niet-gebruik van de regulerende parkeerschijf, overschrijding van de maximaal toegestane duur of misbruik van de regulerende parkeerschijf wordt de fysieke persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een vergoeding van

2022	2025
35 euro	37 euro

oud Artikel 12: Voor het parkeren op een "voorbehouden plaats" zonder het tonen van de voor die zone geldende vrijstellingskaarten is een vast tarief van 25 35 EUR per parkeerperiode verschuldigd.

Nieuw Artikel 12: Voor het parkeren op een "voorbehouden plaats" zonder het tonen van de voor die zone geldende vrijstellingskaarten is een vast tarief van 25 EUR per parkeerperiode verschuldigd.

oud Artikel 18: De forfaitaire retributie moet worden betaald binnen de twaalf dagen te rekenen vanaf het verzoek tot betaling.

Nieuw Artikel 18: Als de gebruiker voor een forfaitaire vergoeding heeft gekozen, heeft hij of zij een termijn van twaalf dagen vanaf de datum van bevestiging op wanneer de uitnodiging tot betaling van de forfaitaire vergoeding op de voorruit is aangebracht om de schuld te betalen. Deze termijn wordt verlengd tot vijftien dagen vanaf de datum van verzending wanneer de uitnodiging tot betaling van de forfaitaire vergoeding naar de schuldenaar wordt gestuurd.

oud Artikel 19: Indien binnen die termijn het gehele bedrag niet werd betaald, wordt een kosteloze eerste herinnering verzonden.

Nieuw Artikel 19: Klachten moeten binnen vijftien dagen na de datum van de uitnodiging worden ingediend volgens de in de uitnodiging aan vermelde procedure en tegen betaling van een forfaitaire vergoeding.

oud Artikel 20: Indien een tweede herinnering nodig is, wordt de retributie vermeerderd met 15 euro.

Nieuw Artikel 20: Bij niet-betaling van de forfaitaire vergoeding binnen de betalingstermijn vermeld in de uitnodiging bedoeld in het vorige artikel, wordt een eerste kosteloze herinnering verstuurd.

oud Artikel 21: Bij blijvende wanbetaling zal de retributie worden geïnd langs burgerrechtelijke weg.

Nieuw Artikel 21: Als de vergoeding niet wordt betaald binnen de termijn die is aangegeven in de eerste herinnering, wordt een tweede herinnering verzonden waarin de vergoeding wordt verhoogd met alle portokosten en een forfaitaire boete van EUR 15,91.

oud Artikel 24: Het College van Burgemeester en Schepenen is bevoegd om klachten van burgers te horen.

Nieuw Artikel 24: Wanneer de verschuldigde bedragen onbetaald blijven na de tweede herinnering en wanneer de schuldeiser overgaat tot minnelijke invordering, mag de overheidsambtenaar of dienstverlener belast met de invordering de schuld verhogen met een bijkomende forfaitaire boete van 15,91 EUR ter dekking van alle kosten verbonden aan de invordering, met inbegrip van herinneringskosten. Dit bedrag blijft verschuldigd in geval van gerechtelijke terugvordering.

oud Artikel 30: Tijdens een burgerlijkjaar, heeft de ontvanger van een vrijstellingskaart de mogelijkheid om zijn kentekenplaat twee keer kosteloos te veranderen. Vanaf de derde verandering inbegrepen, zal elke verandering 15€ kosten.

Nieuw Artikel 30: Tijdens een burgerlijkjaar, heeft de ontvanger van een vrijstellingskaart de mogelijkheid om zijn kentekenplaat twee keer kosteloos te veranderen. Vanaf de derde verandering inbegrepen, zal elke verandering 15,91 € kosten.

oud Artikel 45: De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

- Eerste vrijstellingskaart voor het gezin: 15 euro per jaar;
- Tweede vrijstellingskaart voor het gezin: 120 euro per jaar;
- Voor personen met een tweede verblijf kan slechts één kaart worden uitgereikt voor: 500 euro voor 12 maanden;

- Voor de personen die een voertuig bezitten dat geregistreerd is in het buitenland :
- 1 jaar indien de titularis van de registratie zijn voertuig niet moet registreren in België
- 3 maanden indien de titularis van de registratie zijn voertuig moet registreren in België. De geldigheid wordt verlengd met 9 maanden in geval van een effectieve verandering van de buitenlandse registratie in Belgische registratie met een cumulering van maximaal 12 maanden.
- In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin.
- Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart wordt aangevraagd.

NIEUW Artikel 45: De prijs en geldigheidsduur worden als volgt bepaald:

	2022	2025
Eerste bewonerskaart	15 euro per jaar	15 euros per jaar
Tweede bewonerskaart	120 euro per jaar	127 euros per jaar
Voor de mensen met een tweede verblijfplaats	500 euro voor 12 maanden	530 euros per jaar

- Voor de personen die een voertuig bezitten dat geregistreerd is in het buitenland :
 - 1 jaar indien de titularis van de registratie zijn voertuig niet moet registreren in België
 - 3 maanden indien de titularis van de registratie zijn voertuig moet registreren in België. De geldigheid wordt verlengd met 9 maanden in geval van een effectieve verandering van de buitenlandse registratie in Belgische registratie met een cumulering van maximaal 12 maanden.
- In geval van wijziging van buitenlandse inschrijving in Belgische inschrijving: tarief afhankelijk van het aantal kaarten in het gezin.
- Het tarief voor voertuigen gedeeld door particulieren hangt af van het aantal kaarten in het gezin en van de tarieven die de gemeente heeft bepaald voor de sector(en) waarvoor de vrijstellingskaart wordt aangevraagd.

oud Artikel 51: De prijzen voor de kaarten voor bedrijven en zelfstandigen bedragen 200 euro/jaar en voor elke kaart.

NIEUW Artikel 51: De prijzen voor de kaarten voor bedrijven en zelfstandigen bedragen

2022	2025
200 euro	215 euro

oud Artikel 52: De prijs van de kaart voor onderwijsinstellingen bedraagt 200 euro/jaar per sector.

NIEUW Artikel 52: De prijs van de kaart voor onderwijsinstellingen bedraagt

2022	2025
200 euro	215 euro

oud Artikel 53: De prijs voor de personeelsleden van de politiezones: 200 euro/jaar per sector.

NIEUW Artikel 53: De prijs voor de personeelsleden van de politiezones:

2022	2025
200 euro	215 euro

oud Artikel 63: De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 2,5 euro per voertuig per periode van 4 uur en 30 minuten.

NIEUW Artikel 63: De prijs van de vrijstellingskaart bedraagt 3 euro per voertuig per periode van 4 uur en 30 minuten.

oud Artikel 72: Het aangepaste reglement wordt van kracht op 1 mei 2023.

NIEUW Artikel 72: Het aangepaste reglement wordt van kracht op 1 mei 2025.

Artikel 2:

De artikelen 22 en 23 van het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad op 30 maart 2023 worden afgelast

Artikel 3:

Artikelen 24bis en 24ter worden gecreëerd

Nieuw Artikel 24bis: Bij aanhoudende niet-betaling wordt de invordering van de retributie voortgezet

overeenkomstig de bepalingen van artikel 16 van de ordonnantie van 6 juli 2022 en in het bijzonder de §§ 4 tot 11 ervan.

Nieuw Artikel 24ter: Overeenkomstig artikel 13, § 2, van de ordonnantie van 6 juli 2022 is, wanneer een parkeerplaats wordt ingenomen door een ingeschreven voertuig, de vergoeding verschuldigd is uitsluitend door de natuurlijke of rechtspersoon op wiens naam het voertuig is ingeschreven."

Artikel 4: Het gewijzigde reglement treedt in werking op 1 mei 2025.

Artikel 5: Het College van Burgemeester en Schepenen delegeert de taak van het opstellen van aanvraagformulieren voor vrijstellingskaarten aan de dienst Mobiliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 25 april 2025

De Gemeentesecretaris,

De Schepen,
Bij opdracht,

Etienne Schoonbroodt

Martine Maelschalck